

Article de MM. Jacques Chirac, Président de la République, Gerhard Schröder , chancelier d'Allemagne et Tony Blair, premier ministre de Grande Bretagne, dans le "New York Times" du 8 octobre 1999, plaidoyer pour convaincre les Etats-Unis de ratifier le Traité d'interdiction complète des essais - TICE - (CTBT).



Au cours de cette décennie, les Etats-Unis ont contribué de manière essentielle aux progrès du désarmement et de la non-prolifération. Grâce à la détermination des principales puissances, nous sommes parvenus à une réduction substantielle des arsenaux nucléaires, à la conclusion de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques, à la reconduction indéfinie et sans condition du Traité sur la non-prolifération, et à la conclusion du TICE en 1996. Dans le même esprit, l'Afrique du Sud, l'Ukraine, le Kazakhstan et la Biélorussie renonçaient à l'arme nucléaire.

Les décisions d'aujourd'hui contribueront à déterminer, pour des générations, la sécurité du monde que nous léguons à nos enfants. Notre principale préoccupation à la veille du prochain siècle est celle de la prolifération des armes de destruction massive et, en premier lieu, de la prolifération nucléaire. Nous devons reconnaître que la prolifération nucléaire demeure la principale menace qui pèse sur la sécurité du monde.

Un échec de la ratification du TICE serait un échec de notre lutte contre la prolifération. L'effet stabilisateur du Traité de non-prolifération, reconduit en 1995, serait mis à mal. Les négociations de désarmement en souffriraient.

Plus de la moitié des pays qui doivent ratifier le nouveau Traité pour lui permettre d'entrer en vigueur l'ont désormais fait. Le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne l'ont ratifié l'année dernière. Dans nos pays, qu'ils soient puissances nucléaires ou non, l'ensemble des partis politiques reconnaît que le Traité répond fortement à nos intérêts nationaux. Il renforce notre sécurité et est vérifiable.

Le Traité est une barrière additionnelle contre la prolifération d'armes nucléaires. S'ils ne peuvent pas tester leurs matériels nucléaires, les proliférateurs ne pourront jamais être certains que leur nouvelle arme, conçue ou construite, sera sûre et fonctionnera.

Le Congrès des Etats-Unis en avait bien conscience lorsqu'en 1992, il votait une loi obligeant l'Administration américaine à rechercher la conclusion d'un TICE pour 1996. Il était bon que la première puissance mondiale montre la voie.

Le Traité est effectivement vérifiable. Nous ne devons pas avoir de crainte quant aux risques de fraude. Nous ne serons pas tributaires de la bonne volonté d'un Etat paria pour permettre l'entrée d'inspecteurs sur son territoire. Aux termes du TICE, un réseau global de stations est mis en place, utilisant quatre technologies différentes pour identifier tout essai nucléaire. Le système est d'ores et déjà en cours d'installation. Nous savons qu'il fonctionnera.

Les opposants au Traité prétendent que, sans essais, il ne serait pas possible de garantir la sécurité et la fiabilité des armes nucléaires. Toutes les puissances nucléaires, y compris les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne, ont examiné cette question avec soin. Toutes sont parvenues à la même conclusion. En y consacrant les investissements et la technologie appropriés, les garanties nécessaires en matière de sûreté et de fiabilité peuvent être maintenues sans nouveaux essais nucléaires.

Le rejet du Traité au Sénat ôterait toute pression sur les autres Etats qui hésitent encore à ratifier. Ce rejet encouragerait grandement les proliférateurs. Ce rejet susciterait également une divergence fondamentale au sein de l'OTAN.

Les Etats-Unis et leurs alliés ont travaillé côte à côte en faveur d'un TICE depuis l'époque du Président Dwight D. Eisenhower. Cet objectif est maintenant à portée de main.

Notre sécurité est en cause aussi bien que celle de l'Amérique. Pour la sécurité du monde que nous léguons à nos enfants, nous demandons instamment au Sénat américain de ratifier le Traité.\